



FONDATION POUR LE PROGRES DE L'HOMME

WWW.MOUNTAINPEOPLE.ORG

WWW.FPH.CH

SYNTHESE

**Rencontre de Tiquipaya (Bolivie) sur les changements climatiques
20-22 AVRIL 2010**

**Et séjour en Bolivie dans le cadre de la préparation de la rencontre mondiale
d'Oloron Sainte-Marie (avril-mai 2010)**

**Programme 2010
« COMMUNAUTÉS, TERRITOIRES ET GESTION DES RICHESSES
NATURELLES »**

APMM (Association des Populations des Montagnes du Monde)
50 boulevard Malesherbes 75008 Paris - France
Tel. : +331.42.93.86.60. Fax : + 331.45.22.28.18.
c.stanislas@apmm-wmpa.org – www.mountainpeople.org

Climax politique en Bolivie : conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la « terre mère ».

Cet article a été publié dans la revue Relations, Québec, Canada, mai 2010 <http://www.revuerelations.qc.ca/relations/>

Par Marie Mazalto, coordonatrice du programme communautés, territoires et gestion des richesses naturelles de l'Association des populations des montagnes du monde (APMM). Chercheur associé à la Chaire C. A Poissant sur la gouvernance et l'aide au Développement, UQAM et au CIRAD, France.

La conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la « terre mère » s'est tenue du 20 au 22 avril 2010, à Tiquipaya, en Bolivie. Convoqué par le gouvernement socialiste d'Evo Morales, ce sommet a bénéficié de la participation de plus de 20000 personnes, originaires de 136 pays. Le gouvernement et les ONG organisatrices, avaient comme objectif principal de rompre avec une approche qui légitime exclusivement l'expertise scientifique afin de donner une voix aux peuples et poser socialement et politiquement la problématique du changement climatique.

Depuis l'annonce de sa tenue, au sortir de l'échec de la rencontre de Copenhague organisée en 2009 sous les auspices de l'ONU, ce sommet est apparu comme un défi lancé aux pays du Nord, par les pays d'Amérique Latine à tendance socialiste (Bolivie, Cuba, Venezuela, etc.). En effet, Copenhague avait révélé les failles de la « démocratie » internationale. Unilatéralement certains pays du Nord avaient tenté d'imposer un pseudo consensus. Ce dernier ne faisait que traduire leur résistance à s'engager pour limiter les impacts négatifs du modèle de développement productiviste et des modes de vie consuméristes sur le réchauffement du climat mondial.

A moyen terme, cette conférence mondiale des peuples constitue également une occasion cruciale pour qu'émerge, du Sud, une nouvelle force de proposition, dans la perspective de la prochaine rencontre de l'ONU sur le changement climatique qui se tiendra en décembre 2010 à Cancun, au Mexique. Forte du premier gouvernement « autochtone » et socialiste de son histoire, l'Etat plurinational de Bolivie s'est posé en pays leader, en initiant une réflexion sur les causes structurelles qui participent au processus de changement climatique. Ainsi, la rencontre de Tiquipaya, a été l'occasion d'affirmer de manière virulente, que le changement climatique est une des conséquences directes du modèle de développement capitaliste qui, dans ses fondements, constitue une menace pour toute source de vie sur terre.

A ce titre, ce sommet a pris des airs de rencontre altermondialiste, en posant une fin de non recevoir au modèle capitaliste libéral. Les thématiques empruntaient à la fois à la culture des peuples autochtones andins (Aymara et Quechua) et aux valeurs humanistes occidentales (Déclaration des droits de l'Homme). Les débats ont été orientés autour de principes qui placent au centre du projet social, économique et politique, les équilibres sociaux et naturels et le « bien-vivre » collectif, opposé au « mieux vivre » conçu comme une course effrénée au bonheur individuel.

En plus des interventions très attendues de personnalités telles que Vandana Shiva ou Naomi Klein, des discours du chef de l'Etat bolivien et de son homologue vénézuélien Hugo Chavez, plusieurs centaines d'évènements « autoconvoqués » - c'est à dire organisés par les participants - se sont tenus, en parallèle, du travail de fond mené au sein des 17 tables de travail. Ainsi, loin des débats d'experts, des centaines de groupes sociaux, ONG, représentants des pays du Nord et du Sud, élus ou simples citoyens, comme des milliers de boliviens ont répondu à l'appel lancé pour enclencher un dialogue social sur le thème du changement climatique. Les participants sont venus témoigner et s'informer, débattre et dénoncer les impacts négatifs du « capitalisme mondial » et la dégradation rapide des conditions d'accès aux ressources naturelles dans leurs territoires. Les peuples de montagne et des villes ont évoqué les conséquences négatives de la fonte rapide des glaciers sur les conditions d'accès à l'eau, les peuples autochtones ont témoigné des impacts sociaux et environnementaux désastreux des grands projets miniers sur leurs terres ancestrales. Ils ont été nombreux à parler de la déforestation, de la pollution, de l'assèchement des rivières et lacs comme facteurs déclencheurs d'un exode rural massif, etc. Parfois, la thématique du changement climatique semblait être à la fois partout et nulle part. Elle semblait surtout, pour des milliers de « sans voix », être prétexte à constat, débat et prise de position.

En culminant le 22 avril, déclarée, depuis 2009, journée mondiale de la « terre mère » par les Nations Unies, le sommet de Tiquipaya a été l'occasion de rappeler que le futur de l'humanité dépend de sa capacité à reconnaître les

dangers du modèle de développement dominant et prendre ses responsabilités pour « défendre les droits de la terre mère » (pachamama).

Au delà du constat et de la dénonciation, les participants ont aussi esquissé les bases de propositions alternatives au modèle de développement dominant basé sur une exploitation sans limite des ressources naturelles. Dans « l'Accord des peuples », qui reprend les conclusions des groupes de travail, les propositions avancées vont de la notion de dette climatique, à l'instauration d'un tribunal de justice climatique ou encore un projet de référendum mondial sur les causes structurelles du changement climatique.

Au niveau du continent Sud Américain, cette rencontre a ouvert un espace de réflexion critique et de mobilisation citoyenne sur la problématique du changement climatique. Reste à espérer que cette approche et les propositions avancées trouveront un écho auprès des pays du Nord et dans les négociations internationales à venir.

Pour plus d'informations sur cette rencontre et les événements qui en découlent, consulter le site officiel en espagnol et anglais: <http://cmpcc.org/>

La participation de l'APMM à la rencontre sur le changement climatique et les droits de la « terre mère »

Notre participation en tant qu'APMM au Sommet sur les changements climatiques de Tiquipaya aura permis :

- De multiplier les entrevues filmées avec des populations de montagne venues de toutes les Andes. Nous avons interrogé des représentants de communautés, afin de comprendre leur rapport à leur territoire et aux modes d'exploitation des ressources naturelles dans leurs montagnes. Nous revenons avec environ 20 heures de film, qui seront montés et présentés lors de la rencontre d'Oloron Sainte-Marie : mineurs boliviens, fédération des paysans du désert d'Uyuni, représentante des communautés Mapuche du Chili, dirigeant péruvien d'une communauté affectée par les mines, etc.
- De participer à l'organisation d'un atelier, en collaboration avec la Fondation Pablo Solon et l'ONG Agua Sustentable¹ et l'Institut Hydraulique et hydrologique (IHH) de l'Université Mayor de San Andrés (UMSA), sur le thème des glaciers intitulé : «Changement climatique, glaciers et droits humains, économiques, sociaux et culturels ». Participation de plus de 70 personnes.
- A l'APMM d'organiser un atelier intitulé : «Comment construire une alliance entre pays de montagne vulnérables au changement climatique dans la perspective de la convention des Nations-Unies sur les changements climatiques ? ». Participation d'environ 50 à 60 personnes. Cet atelier a permis de consolider des liens avec des partenaires historiques de l'APMM et de faire découvrir les actions en cours à des représentants d'organisations qui sont susceptibles d'être des membres potentiels de l'APMM.
 - D'assister à plusieurs ateliers sur les thématiques du « bien vivre des peuples indigènes andins comme alternative aux changements climatiques », « Les mégaprojets miniers en Argentine », « les droits collectifs et les droits de la terre mère », etc.

La thématique des glaciers au centre des réflexions des pays de montagne

La thématique des glaciers a pris une place centrale dans les discussions sur les impacts négatifs du changement climatique. Déjà, en Bolivie, en Argentine, au Pérou, etc. les populations témoignent du recul des glaciers et des impacts négatifs sur leurs conditions de vie.

I- Les glaciers sont les témoins et les acteurs du réchauffement climatique

« Leur déclin rapide fait des glaciers de montagne un acteur important et un indicateur précieux des altérations climatiques. Même si la surface cumulée de tous ces glaciers (cette définition exclue les calottes polaires du Groenland et de l'Antarctique) excède à peine celle de la France (~680000 km²), ils fondent si vite depuis 10 ans qu'à l'échelle globale, ils contribuent au tiers (soit ~1 mm/an) de la hausse totale du niveau moyen des mers (~3 mm/an). Toutefois, notre connaissance de l'évolution et du fonctionnement de ces glaciers demeure fragmentaire et limitée par le manque d'observations. Les mesures in situ sont rendues délicates par les conditions climatiques

¹ http://www.aguasustentable.org/Agua_Sustentable/Inicio.html

propres à l'environnement de haute montagne (tempêtes de neige, froid, crevasses nombreuses, risques d'avalanche). Pour ces raisons, parmi 160 000 glaciers disséminés à la surface du globe, seule une cinquantaine de petite taille et les plus faciles d'accès) est régulièrement visitée sur le terrain par les glaciologues ».

Extrait de « Les satellites au chevet des glaciers de montagne », Spot Magazine, janvier 2008.

II- Les glaciers sont des outils de régulation des ressources hydriques et la principale source d'approvisionnement des zones arides

L'une des fonctions majeures des glaciers est leur capacité à réguler l'approvisionnement en eau par ruissellement au cours des périodes sèches et chaudes tout en stockant l'eau sous forme de glace pendant les périodes humides et fraîches.

- **Consommation humaine**
- **Irrigation** (Les glaciers sont les réservoirs où prennent source de nombreux fleuves irrigants les régions agricoles. L'Office Météorologique britannique estime que cela pourrait provoquer une baisse de 20% de la production agricole au niveau mondial.)
- **Energie électrique** (La plupart des pays des Andes tirent la majorité de leur énergie de la production d'hydroélectricité : Bolivie 50 %, Colombie 73 %, Equateur 72 % et Pérou 81 %. Cette proportion pourrait considérablement diminuer dans les régions où les bassins hydrologiques sont alimentés par des glaciers).
- **Intégrité des écosystèmes** : les conséquences de la fonte des glaciers sont nombreuses.
 - De nombreuses espèces migrent en altitude pour retrouver le même climat
 - Les montagnes deviennent plus dangereuses (fonte + érosion)
 - Multiplication d'inondations et de sécheresses (problème pour l'irrigation)
 - Risque accru de développement de maladies infectieuses (moustiques vecteurs de malaria, fièvre jaune, dengue qui se propagent à des températures plus élevées)

Les habitants des montagnes sont parmi les citoyens les plus pauvres de la planète. Ils risquent d'être les grandes victimes de ces changements.

Au cours du dernier siècle les glaciers des **Alpes européennes et du Caucase** ont rétréci de moitié. En dix ans, les glaciers suisses ont perdu environ 12% de leur volume d'après une étude de l'ETH portant sur 1.500 glaciers helvétiques. Et la tendance semble à l'accélération.

En **Afrique**, il ne reste que 8 % du plus grand glacier du Mont Kenya. Le glacier du Kilimandjaro, vieux de 12 000 ans, a perdu un quart de sa superficie entre 2000 et 2007. Dans sa partie sud, l'épaisseur de la glace a diminué de 5 mètres durant la même période, et celle du glacier Furtwängler de 50%.

III- La perte des glaciers en Amérique Latine menace l'approvisionnement en eau de 30 millions de personnes.

- Pérou : les dix millions d'habitants de Lima dépendent de l'eau du glacier Quelcaya.
- Quito : la ville tire 50 % de son eau potable du bassin glaciaire
- La Paz, tire au moins 30 % de son eau potable du bassin glaciaire. Dans cette ville, la consommation d'eau est déjà supérieure à la demande.

En Bolivie, le glacier Chacaltaya, vieux de 18 000 ans, qui avait commencé à fondre durant les années 1980, a entièrement disparu en 2009. Les scientifiques avaient estimé que cet événement ne se produirait pas avant 2015. La plupart des glaciers de la région pourraient cesser d'exister dans une trentaine d'années, compromettant la ressource en eau. Dans la région andine, les précipitations ont diminué récemment, ajoutant au stress hydrique.

En Argentine : une vaine tentative de loi de protection des glaciers

Le 22 octobre 2008, les deux chambres du Congrès adoptent la loi 26.418 de protection des glaciers et de l'environnement périglaciaire.

- 1- Etablissement d'un inventaire des glaciers et augmentation des connaissances
- 2- Interdiction d'activités pouvant nuire aux glaciers.

Le 11 novembre 2008 : Mme Christina Kirchner oppose son veto à cette loi. S'en suit un scandale politique national. Il semblerait que le lobby minier aurait fait pencher la balance, car ils opèrent dans les zones périglaciaires. Marta Maffei, est l'ex-députée à l'origine du projet de loi.

En juin 2009, une manifestation binationale Argentine et Chili (Organisation «Ne touchez pas aux glaciers») s'oppose au projet de Barrick Gold (entreprise canadienne). L'union des assemblées citoyennes (Autoconvocados argentins) se mobilisent et obtiennent des victoires locales et provinciales.

Le programme « communautés, territoires et gestion des richesses naturelles » en Amérique Latine est en marche ...

Une multitude de contacts ont été pris, qui débouchent sur des projets de collaboration

- Durant notre séjour nous avons établi un contact avec Chantal Liegois, qui est en contact rapproché avec des communautés boliviennes qui luttent actuellement pour qu'une société minière (exploitation de mines d'argent, de plomb et de zinc) japonaise implantée sur leur territoire (territoire de Potosi, à la frontière chilienne) exploite de manière raisonnée les ressources en eau (nappes souterraines) et fasse profiter les populations locales des services de base. Nous leur ferons parvenir l'appel à échange d'expériences.
- Nous avons pu rencontrer Miguel Villepin, Dirigeant de la Coordination andine des organisations autochtones (CAOI). Il nous informe et nous invite à un Forum international, à la fin du mois de juillet, qui réunira les représentants de communautés de 6 pays andins sur le thème des mines.
- Nous nous entendons avec l'équipe d'Agua Sustentable (Bolivie) pour qu'ils réalisent un ECADIM sur le thème des glaciers et des modes de vie des communautés qui vivent au pied de la montagne Illimani.
- Nous proposons à Fernando Mendoza, de l'APMM Bolivie de réaliser un ECADIM sur le thème des aires protégées, l'évolution des lois boliviennes (entre autre sur l'autonomie des territoires autochtones). Il nous donne une réponse positive.
- Suite à la tenue de l'atelier « alliance des pays de montagnes » nous avons établi des contacts avec une organisation chilienne, Chile Sustentable, qui s'est engagée à réaliser un ECADIM sur le thème des glaciers, des mines et de l'utilisation de l'eau dans les montagnes chiliennes (Projet Pascualana, entreprise Barrick Gold).
- Roger Moreau nous confirme la réalisation d'un ECADIM en l'Argentine, sur le cas de la mine de Jujuy.

En vue de la préparation de la rencontre mondiale des peuples de montagnes d'Oloron Sainte-Marie en septembre 2010.

Nous avons été reçus par l'ambassadeur de France, Antoine Grassin. Etaient présents Savino Mendoza, membre de l'équipe du Ministère bolivien sur les autonomies, chargé de l'élaboration de la loi cadre sur les niveaux d'autonomie d'organisation des pouvoirs exécutifs dont celui totalement nouveau des autonomies indigènes, Fernando Mendoza, expert en matière d'identités et territoires, Sarah Metais, directrice d'AVSF et Jean Bourliaud. L'ambassadeur s'est montré très intéressé pour soutenir une activité autour de ce thème, qui pourrait consister en un nouveau séminaire (en référence à celui organisé en 2005).

Concernant le thème des autonomies et des territoires, Savino Mendoza au nom du ministère a invité l'APMM et AVSF à rejoindre la plateforme des institutions externes qu'il a constitué au nom du ministère afin de pouvoir disposer d'un groupe de débat sur le thème et parvenir à une certaine convergence d'action.

Nous avons pu participer à une première réunion dont le thème était «Comment les territoires qui ont choisi par referendum le statut de l'autonomie indigène peuvent-ils se financer ? ». Le débat était tout à fait identique à celui qui a motivé la mobilisation pour une politique spécifique de la montagne en France, la péréquation budgétaire.

De façon très complémentaire, nous avons pu établir une relation très ouverte avec l'Ecole de Gestion Publique Plurinationale (EGPP) à travers son directeur et l'expert mis à disposition par la France. Ils sont très intéressés par l'association et ce qu'elle pourrait apporter comme mobilisation de compétences pour les formations nouvelles offertes aux fonctionnaires. Dans ce cadre, deux personnes financées par ce programme, pourraient participer aux rencontres d'Oloron, celles-ci étant considérées comme une formation complémentaire.

Nous avons donc là un ensemble cohérent d'activités correspondant au cœur du projet de l'APMM tel qu'il avait été initialement présenté.

L'APMM ... en Bolivie

Nous avons tenu une réunion avec Dionisio Nuñez, Sabino Mendoza et Fernando Mendoza.

- Ils envisagent organiser une réunion en petit comité au mois de juin (en associant très directement certains Ministères, Agua Sustentable, la Fondation Solon, AVSF), sur le thème montagnes, communautés, ressources naturelles et territoires.
- Les fruits de cette rencontre pourraient servir pour organiser une réunion plus large au mois d'août, duquel sortirait un document d'orientation porté par l'APMM Bolivie. Ils envisagent la création d'un observatoire et d'une plate forme de luttes autour du thème de la préservation des modes de vie des populations de montagne en Bolivie.

Une étude de terrain aux confins de la cordillère des Andes : les modes de vie traditionnels des éleveurs sont menacés par l'augmentation des cours mondiaux de l'or.

Un travail de terrain dans la cordillère mené par Marie Mazalto auprès des communautés qui vivent de l'élevage de l'alpaca et de l'extraction de l'or. Pendant deux jours, j'ai accompagné l'équipe d'AVSF (Agronomes et Vétérinaires sans Frontière) dans la réserve naturelle d'Apolobamba, située à 150 km de La Paz, à la frontière péruvienne. A La Paz, j'ai retrouvé tous les dirigeants du territoire qui assistaient à un atelier (UICN). Ce travail va déboucher sur l'élaboration d'un Cadre de référence pour l'élaboration d'une étude de cas à dimensions multiples (ECADIM), en vue de la rencontre d'Oloron Sainte-Marie. Il portera sur le thème des aires protégées, et de la concurrence entre l'élevage des alpacas et la montée en puissance des petites mines d'or sur le territoire.

En voici les grandes lignes.

La réserve naturelle d'Apolobamba, est située dans le département de La Paz, au sein de la cordillère andine bolivienne, qui culmine à plus de 6000 m d'altitude. La réserve est aussi connue sous le nom d'Ulla Ulla. Elle est l'une des 22 aires protégées boliviennes. Créée en 1972, elle a été désignée par l'UNESCO comme un « habitat unique » en 1977, puis renommée Réserve nationale faunique Ulla Ulla en 1983. Depuis 1999, la réserve d'Apolobamba, qui s'étend sur 476 526 hectares, a reçu le statut d'aire naturelle de gestion intégrale (Aréa Natural de Manejo Integrado- ANMI). Ce territoire est une véritable mosaïque d'écosystèmes et de zones de vies. Les plus hautes montagnes culminent à 6000 mètres d'altitude, les hauts plateaux andins de la cordillère occidentale se situent entre 2500m et 4800 m et les vallées pré-amazoniques vont de 1800 m jusqu'à descendre au niveau de la mer.

Cette variété de paysages abrite une flore exceptionnelle et plus de 275 espèces animales dont un grand nombre sont menacées d'extinction. Les plus connus sont l'ours andin et la vigogne qui sont des espèces protégées.

La réserve d'Apolobamba est une réserve faunique de première importance. Historiquement, sur les hauts plateaux andins, l'alpaca est élevé pour sa laine, une des plus chaudes pour fabriquer des vêtements et des couvertures, et pour sa viande. Une partie de la population de la « Marka Antaquilla », celle qui est située à plus de 4500 m d'altitude, vit uniquement de l'élevage.

Un éleveur interrogé affirme : « Ici on vit de l'alpaca, il y des mines mais notre source de vie c'est l'alpaca. Rien ne pousse ici. Mais une famille qui a 30 alpacas, pour faire vivre une famille de 5 personnes, ça ne suffit pas. Il en faut beaucoup plus. Un alpaca donne sa laine tous les 2 ans, on obtient alors 6 à 8 livres par bête ».

En 2006, la livre de laine d'alpaca est achetée entre 8 et 12 bolivianos (soit entre 1,14 et 1,71 \$US). En 2010, on observe une tendance à la hausse des prix qui semble se maintenir. Ainsi, en 2010, la livre de fibres d'Alpaca (sans aucune transformation) est achetée 17 bolivianos à l'éleveur (soit environ 2,4 \$US la livre ou encore 5 \$ le kg). Par rapport au prix de l'or ... la laine d'alpaca demeure une faible source de revenus pour les populations.

Traditionnellement, les populations locales Aymara, qui résident sur les hauts plateaux (4500-4900m), vivent essentiellement de l'élevage de l'alpaca. L'exploitation, artisanale, de l'or permettait, périodiquement, de garantir quelques revenus supplémentaires aux communautés. Les habitants d'Antaquilla se souviennent aussi que leurs pères et que les pères de leurs pères ont toujours cherché l'or dans les lits des rivières : « Quand le prix de la laine baissait, nos pères allaient chercher l'or, avec des tamis, dans les rivières, tout se faisait à la main » (mineur de la Mine « Larme d'or »). Ainsi, durant des siècles, l'exploitation artisanale de l'or et l'élevage de l'alpaca ont cohabité sans se concurrencer, mais ont plutôt joué un rôle complémentaire dans l'économie locale.

En Bolivie, pendant des siècles, l'or n'avait pas une très grande valeur commerciale, sa valeur était plutôt culturelle et symbolique. Jusque dans les années 1980, le prix de l'or était certes important, mais il ne contrastait pas autant qu'aujourd'hui avec le prix des autres produits, fruits du travail des communautés.

Par exemple, en 1985, l'or trouvé sur le territoire d'Antaquilla était acheté 20 à 25 bolivianos le gramme, soit 3,5 dollars américains. En 2010, à La Paz, le gramme d'or est acheté 240 bolivianos, soit plus de 34 dollars américains. Le gramme d'or est acheté un peu moins cher au Pérou voisin. Ainsi, les populations d'Antaquilla ne vont vendre leur or au Pérou qu'en cas d'urgence.

Ainsi, depuis quelques années dans la réserve, on constate une multiplication des mines d'or mécanisées exploitées par les communautés du territoire. Cette avancée constitue une menace directe pour les équilibres économiques et sociaux du territoire qui subissent toujours plus directement la pression et les variations des marchés mondiaux de l'or et du textile.